

Ness

édité par **Chorum**
GRUPE vyv

Le média des nouvelles solidarités

S'il vous plaît, dESSine-moi un territoire



page **03** ▶ **Édito**

page **04** ▶ **Analyse**

page **09** ▶ **Infographie**

page **13** ▶ **Podcasts**

page **14** ▶ **Biblio & filmographie**



Directrice de la publication : Séverine Guillouzic
Responsable du pôle communication et presse :
Stéphanie Aubert
Rédacteur en chef : Philippe Chibani-Jacquot
philippe.chibani-jacquot@chorum.fr
Comité de rédaction : Amandine Dubois-Fleury,
Muriel Guenoux, Séverine Guillouzic
Design graphique, vidéo and co : Cyrille Le
Floch, Dany-Ross Tachie-Menson
Post-production podcast : Thomas Delamotte
Valorisation : Andrada Dzangue, Cécile
Raymond

Face aux mantras de l'ESS



Nous entendons souvent « L'ESS est une économie des territoires », « L'ESS crée des emplois non-délocalisables ». Deux affirmations qui résonnent moins comme des vérités que comme des mantras.

Posons la question autrement... L'Économie sociale et solidaire est-elle en capacité de combler le vide laissé sur les territoires désindustrialisés ? Cette désindustrialisation continue de grignoter l'emploi et la vitalité économique hors des grandes métropoles et nous installe dans l'idée que notre pays est condamné à une économie à deux vitesses. Celle des grands pôles urbains qui tirent la croissance et celle des campagnes, dépendante des activités présentes que sont le commerce, les services aux habitants et les loisirs.

Mais c'est sans compter sur deux phénomènes. Tout d'abord, certains territoires pionniers misent sur la transition pour réviser leur logiciel du développement économique et social. Ils démontrent qu'en s'appuyant sur leurs besoins et leurs potentiels, ils sont capables de construire des trajectoires porteuses de résilience économique, sociale et climatique.

Le deuxième phénomène est que les politiques de développement local se transforment. Elles sont moins verticales, plus participatives, avec en ligne de mire la construction de « projets de territoire ». Elles



sont une porte ouverte à des principes d'actions forts de l'ESS que sont la concertation et la coopération entre acteurs du territoire.

Ces deux tendances peuvent-elle engager un effet levier massif ? L'ESS a-t-elle les reins suffisamment solides pour emporter ce défi d'un développement endogène ?

C'est à ces questions que nous nous attelons dans ce quatrième opus de Ness que nous avons intitulé : « S'il vous plaît... dESSine-moi un territoire ».

Nous le ferons, comme à notre habitude désormais avec nos podcasts, nos infographies et en interpellant de nombreux acteurs et spécialistes.

Alors, s'il vous plaît... dESSine-moi un territoire.

La nouvelle topographie de la prospérité des territoires



L'ESS serait-elle capable de relever le défi d'un nouveau dynamisme des territoires ruraux, des villes moyennes et influencer sur l'économie des métropoles ? Les valeurs de l'ESS peuvent-elle contrer les effets de la désindustrialisation dans les territoires désertés par les activités productives ? Les réponses sont autant dans la création d'activités et la conquête de nouvelles filières, que dans les modèles de coopérations territoriales qui affichent désormais des résultats tangibles dès lors qu'ils s'ouvrent à l'ensemble de l'écosystème économique.

En économie, tout comme sur le climat ou la lutte contre les inégalités, l'intention seule ne suffit pas. C'est pourquoi Ness vous propose ce dossier «S'il vous plaît... d'ESSiner-moi un territoire» pour interroger le grand mantra de l'économie sociale et solidaire qui dit que l'ESS est une économie au service de son territoire, de son développement et producteur d'emplois garantis non-délocalisables.

Si l'on regarde les chiffres de l'emploi par département, ([voir notre infographie](#)) l'ESS pèse peu et beaucoup à la fois. En moyenne, l'activité des structures de l'ESS représente 10,1 % de l'emploi sur l'ensemble

des départements dans une fourchette qui part de 4,8 % (Hauts-de-Seine) à 26,5 % (Lozère). L'analyse détaillée des chiffres trace une carte dont les lignes isométriques suivent la courbe des inégalités, comme l'expliquent les auteurs de l'Atlas commenté de l'ESS, «notre étude met en évidence que l'ESS s'inscrit dans une approche par les inégalités, plutôt qu'une simple approche par la pauvreté monétaire.» Autrement dit, là où les inégalités de revenus sont les plus fortes, là où l'accès aux droits (santé, mobilité, logement...) est en berne, l'ESS est plus présente qu'ailleurs. Ce trait fait de l'ESS une économie au service du territoire au sens où, dans un contrepied total à la «rationalité économique», elle cible son implantation non pas en terme de marché potentiel, mais de besoins sociaux à satisfaire. C'est ce qui explique entre autre la présence ultra-majoritaire des associations d'aide à domicile dans les territoires ruraux tout en étant présentes dans les zones urbaines mais en concurrence avec les acteurs privés.

Le rôle des Scop

Cette quête de l'intérêt général a commandé le développement du tissu entrepreneurial de l'ESS, majoritairement sur des services à la population que ce soit pour la santé, l'aide sociale, la solidarité et plus récemment sur l'insertion par l'activité économique... Mais l'ESS est-elle en capacité de renouveler ce défi quand on parle des activités de production dont on attend qu'elles viennent compenser la désindustrialisation du pays depuis la fin des Trente Glorieuses ? De ce point de vue, le score n'est pas très élevé. Bien sûr, la coopération agricole a contribué au maintien d'une agriculture en France, même si celle-ci voit la courbe des fermes et des actifs agricoles diminuer tendanciellement. Les Scop (on dit au aujourd'hui Société



coopérative et participative puisqu'elles englobent les Scop, les Sociétés coopératives d'intérêt collectif et les Coopératives d'activité et d'emploi, mais on parlait auparavant de Société coopérative ouvrière de production) sont au nombre de 3611 et représentent 67 500 emplois (chiffres 2020). Quelques fleurons industriels comme Acome, un des leaders mondiaux de la fibre optique ou UTB et La Moderne, dans le BTP, sont là pour montrer que le modèle Scop fonctionne. Les Scop de l'industrie et du bâtiment représentent encore 51,3 % du chiffre d'affaires cumulé des Scop, mais les services (24,7 % du CA) comptent pour la moitié des entreprises coopératives désormais et près de 40 % des salariés (contre un peu moins de 35 % pour l'industrie et la construction). Les entre-



prises coopératives vivent en définitive la même courbe que l'ensemble de l'activité économique avec un secteur tertiaire (service marchand et non-marchand) qui regroupe une large majorité des salariés en emploi face à un secteur primaire (agriculture, industrie extractive) réduit à la portion congrue et un secteur secondaire (industrie, transformation...) qui ne cesse de diminuer (environ 17 % de l'emploi en France).

Bien que les Scop soient ancrées à leur territoire du fait même que les salariés qui y travaillent, en sont aussi les sociétaires et donc se préoccupent de maintenir et développer leur activité in situ, elles n'en sont pas moins prises dans la lente pente de la désindustrialisation.

Filières à haut potentiel

A ce stade, l'ESS apparaît donc d'abord comme une économie de services de tout ordre à la population, forte par ailleurs de sa présence conséquente dans les secteurs de la banque et de l'assurance santé. Certaines filières d'activités pourraient aussi, à l'avenir, générer un fort développement d'activité et d'emploi

grâce à l'ESS. L'économie circulaire, par exemple, est un secteur où des entreprises sociales et solidaires se développent et prennent un rôle non seulement de pionniers, mais aussi d'acteurs industriels importants dans leur région. On peut citer le Groupe Demain (200 salariés) qui déploie son activité de tri et gestion des déchets sur le Jura et autour de Besançon.

Mais le cœur du réacteur d'une ESS au service de l'économie du territoire réside ailleurs que dans sa seule capacité à générer intrinsèquement de l'activité sur des filières qu'elle contribue à structurer. « L'Économie sociale et solidaire est définie, par la Loi de 2014 comme un mode d'entreprendre ET de développement, tout est là ! Cela veut dire qu'elle se soucie de son environnement extérieur », résume Timothée Duverger, professeur associé à Science Po Bordeaux dans [notre podcast « ESS et territoire, mariage de raison, mariage fécond ? »](#). Cette préoccupation s'incarne dans des process (pour utiliser un terme propre à la Recherche & Développement) de coopération qui, depuis une dizaine d'années se diversifient avec des degrés de sophistication relatifs au contexte territorial. On parle de Pôle territorial de coopération économique (PTCE), Startup de territoire, Territoires French Impact.



#Territoire

Etendue de la surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain. La vision du territoire par l'ESS se nourrit également d'une culture, d'une économie, et d'engagement citoyen. Et ça fait des envieux...



Lire la vidéo

<https://vimeo.com/669484201>

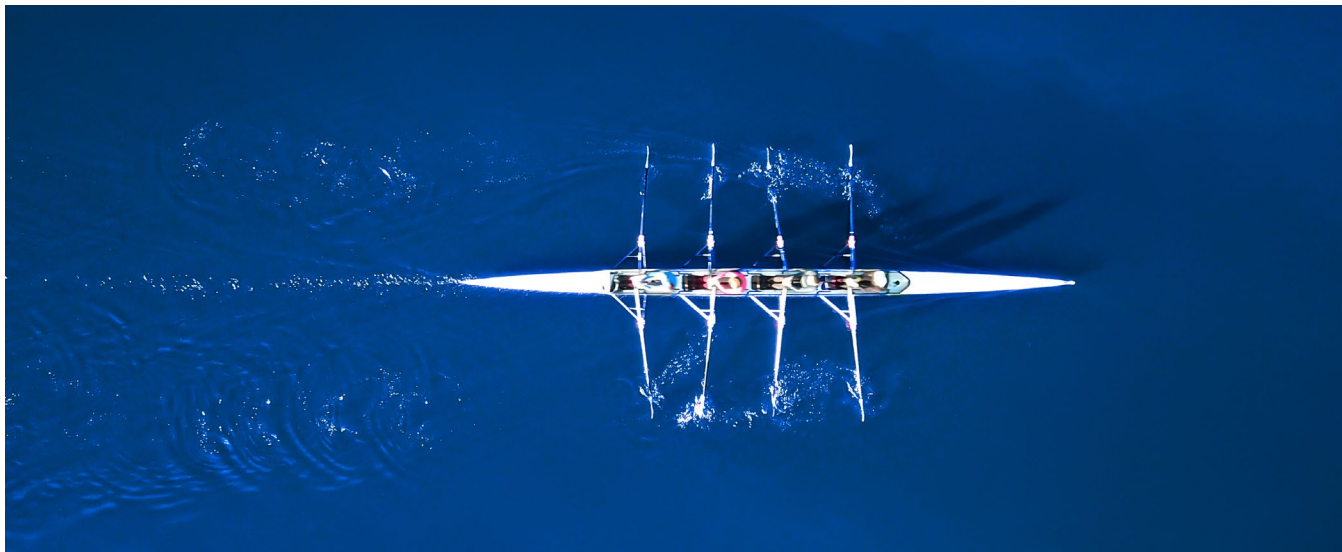
Process de coopération

Les PTCE ([voir notre DictionNess](#)) ont été définis par la Loi Hamon de 2014. Mais les premiers prototypes apparaissent autour des années quatre-vingt-dix comme le Pôle Sud Aquitaine à Tarnos dans les Landes. « C'est l'un des PTCE qui s'est positionné, dès l'origine, sur les enjeux de reconversion industrielle et notamment par le développement de services de soutiens aux entreprises; comme celui de Tarnos, un des premiers dans le Sud des Landes. Ils ont fait face à la désindustrialisation, avec les difficultés des Forges de l'Adour puis l'industrie aéronautique. L'ESS a fourni des services autour de la formation, de l'insertion et l'emploi et a joué le jeu de l'adaptation de la main d'œuvre locale à ces industries. »

Laurent Rebière, alors directeur du Foyer de jeune travailleur de Tarnos (on parle aujourd'hui d'Habitat

jeune) est à l'origine du PTCE avec Stéphane Montuzet, aujourd'hui Président de la Cress Nouvelle Aquitaine et, à l'époque chargé d'étude du Comité de bassin d'emploi (CBE). Ce CBE avait été lancé par les élus de Tarnos alors que des usines d'agrochimie mettent la clé sous la porte, obérant un peu plus les espoirs de trouver un emploi sur le territoire. « J'ai investi ce CBE de manière très active dans une stratégie de sensibilisation des élus pour repenser l'activité des jeunes et en essayant de porter des solutions », explique Laurent Rebière. Des Assises du développement réunissent élus, entreprises et monde associatif et débouchent sur l'identification de filières industrielles, dont le BTP, à promouvoir. S'engage alors, sous l'impulsion des acteurs de l'ESS (FJT, structures d'insertion) au sein du CBE la structuration des besoins en formation, mais aussi de mutualisation de moyens entre entreprises. Tout ce travail débouche sur la création de plusieurs Groupement d'employeurs

pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une couveuse d'activité, Interstice, devenue une Coopérative d'activité et d'emploi (CAE), mais aussi un processus de Gestion partagée des emplois et des compétences (GPEC) qui favorisent la faisabilité des nouvelles activités. D'autres besoins se font jour et, là encore, l'ESS offre, en lien avec le CBE, ses solutions. Par exemple un restaurant d'insertion inter entreprises est créé. Il emploie aujourd'hui 60 personnes et fournit 6000 repas par jour et sera l'une des premières Sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic) à être créée.





Le DictionNess
Le média des nouvelles solidarités

#Innovation sociale

*Innovation qui améliore la chaîne de production d'une entreprise sociale et solidaire pour plus d'égalité, de lien social, et de justice sociale.
Ca mérite bien une ovation sociale !*



Lire la vidéo

<https://vimeo.com/672339954>

Créer l'écosystème coopératif

« Est-ce que nous avons permis d'éviter des délocalisations et des fermetures ? Parfois oui, parfois non », assume Laurent Rebière. Quand le Groupe Safran décide de moderniser son site de Tarnos (Turboméca), Pôle Sud Aquitaine a été en capacité de les convaincre d'intégrer le restaurant inter entreprises. « C'est devenu un facteur d'ancrage de Safran sur le territoire », souligne-t-il. Et quand l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM), un poids lourd au sein du Medef installe son site de formation à côté des locaux du PTCE, ils décident d'intégrer le Pôle qui lui-même s'est structuré au sein d'une Scic pour devenir un opérateur de la coopération territoriale made in ESS.

« Nous portons une vision du monde mais elle est concrète. Elle gère des budgets, du juridique et se met au service du territoire. Sans avoir peur d'entrer dans le dur de l'économie, nous avons modifié le rapport des entreprises au monde économique. »

Nous avons aussi réussi à modifier la vision des élus. L'ESS n'est plus une économie de la réparation, mais de transformation locale. Et là encore nous ne pouvons le faire de manière dogmatique. Pour convaincre, il fallait faire, présenter des résultats et créer des alliances. »

Laurent Rebière, Pôle Sud Aquitaine

Incuber le territoire de demain

L'exemple de ce PTCE n'est pas le seul. On peut citer le Groupe Archer, actif désormais sur toute la zone entre Romans-sur-Isère et Valence (Drôme) et son PTCE Pôle Sud. Christophe Chevalier, PDG du Groupe Archer décrit la même méthode qu'à Tarnos : « seul le langage de la preuve permet de modifier les pratiques » martèle-t-il. Et la preuve est apportée aujourd'hui par la capacité du Groupe (parti d'un noyau d'associations d'insertion et de solidarité) à relancer la filière historique de la confection de chaussures qui a fait la richesse passée de Romans ([découvrez cette histoire dans notre podcast « Romans, quand l'ESS relance l'économie de la chaussure »](#)).

C'est aussi à Romans que naît la méthodologie de « Startup de territoire ». Le principe est simple : sur la base d'une culture de coopération bien installée sur le territoire et incluant le tissu entrepreneurial, les collectivités et les acteurs de l'ESS, la startup de territoire se charge de booster la création d'entreprises et

donc d'emploi sur des activités, souvent en lien avec la transition écologique et répondant aux besoins actuels et anticipés du territoire. A Romans, une cinquantaine de projets sont accompagnés par an. Dans la Vallée de l'Arve, entre Sallanches et Chamonix, le PTCE Innovales, dirigé par Damien Gaucherand, s'est approprié le dispositif et accompagne aujourd'hui 24 entrepreneurs sur des activités en lien avec la transition et les enjeux d'adaptation au changement climatique. Un enjeu très sensible sur ce territoire touché par une pollution atmosphérique endémique et la fragilisation du tourisme alpin du fait du réchauffement. « La force d'Innovales est d'être en capacité de réunir l'ensemble des acteurs concernés autour d'une même table et de créer les conditions d'un faire ensemble », décrit Lionel Pelud, responsable du service économique du Pôle métropolitain du Genevois français, premier partenaire public d'Innovales ([Découvrez Innovales dans notre podcast « Du Léman au Mont-Blanc, la transition passe par la coopération »](#)).



#P-T-C-E

Groupement d'acteurs ancrés sur un territoire qui vise à développer des projets économiques par une stratégie de coopération et de mutualisation.

**Ca marche du Pôle Nord ...
Au Pôle Sud.**



Lire la vidéo

<https://vimeo.com/674354403>

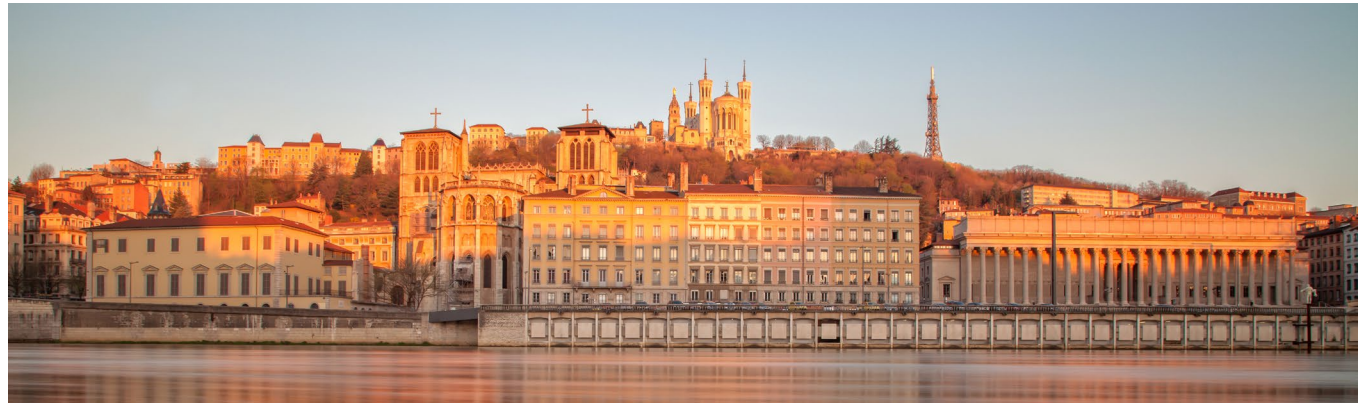
Et les métropoles ?

Quid des économies des grandes métropoles, dont l'attractivité économique semble les éloigner des préoccupations de trouver d'autres modèles et notamment de la coopération ? Mahel Coppey, Vice-présidente de Nantes Métropole en charge des déchets, de l'économie circulaire et de l'économie sociale et solidaire et Présidente du Réseau des territoires de l'économie solidaire (RTES) estime que « dans ce moment de crise de vision et d'envie de société, sortir de ce mythe de l'attractivité de la métropolisation, qui va avec la compétitivité et l'excellence, devient un enjeu national des années qui viennent. Par exemple, si l'on prend la thématique alimentaire, de la fourche à la fourchette, la fragilisation des métropoles, au moment du Covid, démontre qu'il nous faut travailler nos systèmes alimentaires dans la proximité afin de les rendre plus résilients. »

Faire, pour convaincre. Dans les métropoles, comme dans les villes moyennes et les territoires ruraux, voilà la clé.

Industrialiser les process ?

Ces modèles de coopération territoriale peuvent-ils se généraliser sur tous les territoires ? Mahel Coppey, identifie la pertinence de l'approche ESS en listant trois piliers : « une action territorialisée, qui s'appuie sur le pouvoir d'agir des habitants et avec une finalité autre que le profit. Vous pouvez [les] géolocaliser dans n'importe quelle situation, vous aurez toujours des réponses pertinentes. C'est un outil ultra-puissant ! Mais cela demande de la capacité d'animation et, surtout du temps. »



L'ESS ne parviendra donc à massifier son impact territorial qu'en écrivant son code source à la manière d'un logiciel libre. Dans celui de Tarnos, Romans et la Vallée de l'Arve on trouve d'abord une capacité réelle à mettre en œuvre les valeurs de l'ESS dans une ouverture aux autres acteurs du territoire, plutôt que d'être dans une stratégie défensive. Et pour chacun de nos interlocuteurs, c'est en partageant leurs valeurs ESS avec les moins convaincus, qu'elles ont le plus de chance d'infuser durablement le monde économique, loin de tout corporatisme.

Pour réaliser sa promesse l'ESS se doit donc de faire fructifier près de 30 ans de R&D en innovation sociale au bénéfice d'une nouvelle prospérité des territoires.



#Relocaliser l'économie

Penser le développement économique d'un territoire afin de limiter sa dépendance sur des besoins stratégiques : manger, se soigner, se chauffer, etc. À ne pas confondre avec ... relocaliser ses économies

Lire la vidéo

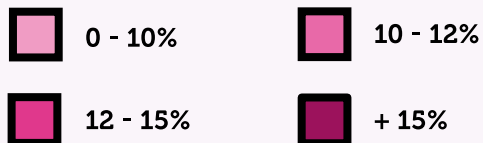
<https://vimeo.com/679927749>

LA FRANCE SOUS LA LOUPE DE L'ESS

L'emploi dans l'ESS dans les départements de France

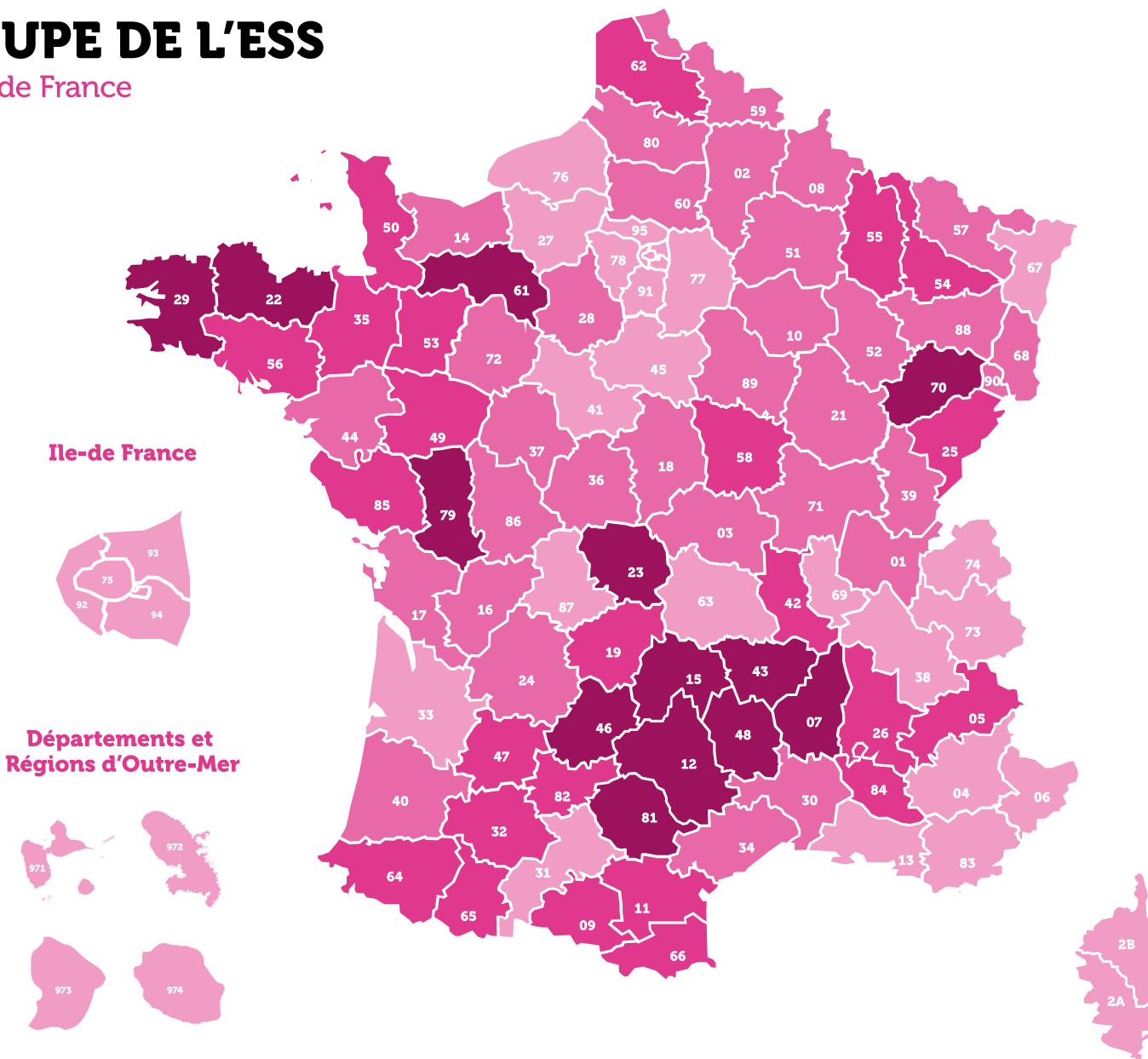
Et si nous regardions la France au travers des taux d'emploi ESS par département ? Les plus gros volumes d'emploi de l'ESS se trouvent dans les métropoles, mais les taux d'emploi sont plus élevés dans les territoires les plus exposés aux inégalités sociales.

Légende

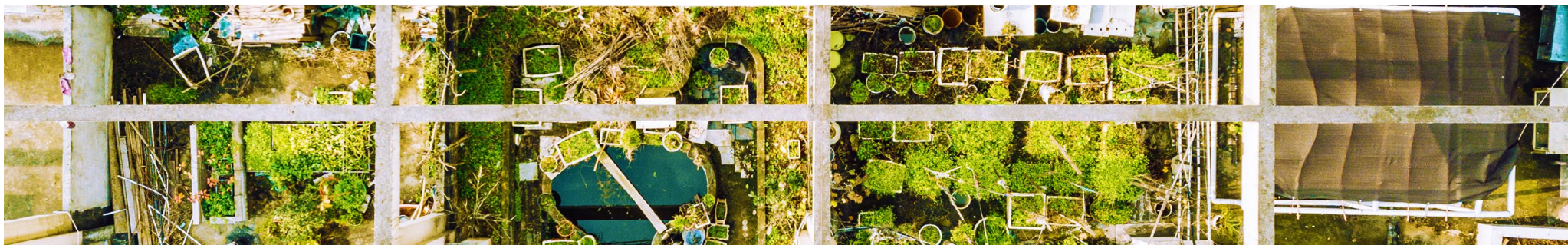


part de l'ESS dans l'emploi de chaque département

Source : Observatoire national de l'ESS / ESS France, d'après Insee Flores 2018



voir le détail par département : [cliquez ici](#)



Comprendre en quoi l'ESS dessine, aujourd'hui, l'activité des territoires passe d'abord par les chiffres de l'emploi. Environ un emploi sur dix relève de l'économie sociale et solidaire. Mais ce taux peut monter beaucoup plus haut. La Lozère, département très majoritairement rural, caracole en tête du classement national avec 26,5 % d'emplois issus de l'ESS. A contrario, les zones sous influence des grandes métropoles, comme l'Île-de-France, affichent des taux d'emploi ESS bien en-dessous de la moyenne nationale. Ce qui ne veut pas dire que l'emploi ESS y est faible en volume, au contraire. Mais il est largement surpassé par la concentration d'emplois hors ESS du fait de la polarisation d'activités industrielles ou de services.

L'exemple le plus flagrant qui se situe au sud de la France métropolitaine, sur une bande qui court de la chaîne pyrénéenne jusqu'à la frontière italienne en remontant par le Massif Central, affiche globalement des taux d'emploi ESS supérieurs à la moyenne avec des taux qui dépassent les 15 % dans les sept départements ruraux, entre le Tarn et la Haute-Loire. Deux zones font exception : la Haute-Garonne dominée par la métropole Toulousaine et les départements du littoral méditerranéen, fortement urbanisés et at-

tractifs économiquement où les taux d'emploi ESS n'atteignent pas les 10 %.

Une économie qui affronte les inégalités

Faut-il en conclure que l'ESS ne parvient à tirer son épingle du jeu que là où les entreprises de capitaux ne vont pas ou plus ? Non, répondent les auteurs de l'Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire (éd. Juris Association, coordination Observatoire national de l'ESS) : « [notre] étude met en évidence que l'ESS s'inscrit dans une approche par les inégalités, plutôt qu'une simple approche par la pauvreté monétaire. Ainsi, plus il y a d'inégalités de revenus (rapport interdécile) sur le territoire observé, plus la part des établissements de l'ESS est importante. »

Autrement dit l'ESS, dans ses stratégies d'implantation répond d'abord à un objectif de justice sociale. La répartition des associations d'aide à domicile illustre particulièrement bien ce fait. Selon le même Atlas, l'aide à domicile en milieu rural est principalement portée par l'ESS (surtout associative) : « 84 % des effectifs ruraux en relèvent contre seulement 68 % à l'échelle de la France entière. »

Economie présenteielle, économie productive

Reste que le cœur de l'activité de l'ESS dans ces territoires relève d'une économie dite présenteielle, c'est-à-dire directement liée à la seule présence d'une population : les services (sociaux et médico-sociaux pour l'ESS), l'enseignement (privé associatif), les commerces (coopératives de commerçants) et les loisirs (périscolaire, tourisme social).

Les activités de production (hormis l'agriculture) ne génèrent que peu d'emploi dans l'ESS dans ces zones alors même que la désindustrialisation a appauvri ces territoires. Le défi de l'ESS est de parvenir à influencer sur un développement d'activités endogènes. Cela passe, non pas par la multiplication des implantations de nouvelles activités, mais par la capacité des acteurs de l'ESS à créer de nouveaux récits de développement territorial en mobilisant l'ensemble des acteurs économiques, citoyens et les pouvoirs publics, autour de leurs valeurs de coopération au service de l'intérêt général (voir notre décryptage).

Département	Effectifs ESS	Part de l'ESS dans l'emploi
France entière	22 909 638	10.1%
(01) Ain	19 207	10.9%
(02) Aisne	15 037	11.0%
(03) Allier	10 875	11.4%
(04) Alpes-de-Haute-Provence	5 592	12.7%
(05) Hautes-Alpes	6 158	14.3%
(06) Alpes-Maritimes	28 947	7.8%
(07) Ardèche	12 582	15.3%
(08) Ardennes	8 024	11.2%
(09) Ariège	4 971	12.5%
(10) Aube	10 267	11.4%
(11) Aude	11 879	12.8%
(12) Aveyron	14 486	17.3%
(13) Bouches-du-Rhône	71 033	9.6%
(14) Calvados	27 335	11.7%
(15) Cantal	7 007	16.6%
(16) Charente	12 729	11.7%
(17) Charente-Maritime	21 319	11.9%
(18) Cher	9 233	10.7%
(19) Corrèze	9 029	12.4%
(2A) Corse-du-Sud	3 637	6.7%
(2B) Haute-Corse	4 428	8.9%
(21) Côte-d'Or	21 040	10.9%
(22) Côtes d'Armor	28 199	16.4%
(23) Creuse	4 759	16.0%
(24) Dordogne	12 526	11.4%

Département	Effectifs ESS	Part de l'ESS dans l'emploi
France entière	22 909 638	10.1%
(25) Doubs	20 966	12.0%
(26) Drôme	21 389	12.2%
(27) Eure	13 976	9.0%
(28) Eure-et-Loir	12 949	10.6%
(29) Finistère	42 045	15.2%
(30) Gard	21 842	11.3%
(31) Haute-Garonne	45 002	8.0%
(32) Gers	7 201	14.3%
(33) Gironde	55 134	9.6%
(34) Hérault	37 806	10.4%
(35) Ille-et-Vilaine	48 537	12.2%
(36) Indre	7 356	11.5%
(37) Indre-et-Loire	22 528	11.2%
(38) Isère	40 068	9.5%
(39) Jura	9 082	11.8%
(40) Landes	11 707	10.3%
(41) Loir-et-Cher	9 800	10.0%
(42) Loire	29 981	12.7%
(43) Haute-Loire	11 437	18.2%
(44) Loire-Atlantique	63 047	11.8%
(45) Loiret	21 145	9.3%
(46) Lot	7 527	15.5%
(47) Lot-et-Garonne	12 875	13.4%
(48) Lozère	6 307	26.5%
(49) Maine-et-Loire	39 143	14.6%

Département	Effectifs ESS	Part de l'ESS dans l'emploi
France entière	22 909 638	10.1%
(50) Manche	19 279	12.8%
(51) Marne	22 954	11.7%
(52) Haute-Marne	5 282	10.3%
(53) Mayenne	12 388	12.3%
(54) Meurthe-et-Moselle	26 802	12.2%
(55) Meuse	5 821	12.4%
(56) Morbihan	29 368	13.3%
(57) Moselle	34 655	11.9%
(58) Nièvre	7 016	12.2%
(59) Nord	96 405	10.8%
(60) Oise	23 045	10.2%
(61) Orne	12 573	15.1%
(62) Pas-de-Calais	48 931	12.0%
(63) Puy-de-Dôme	22 559	10.1%
(64) Pyrénées-Atlantiques	27 662	12.7%
(65) Hautes-Pyrénées	9 319	14.2%
(66) Pyrénées-Orientales	15 226	12.2%
(67) Bas-Rhin	39 638	9.5%
(68) Haut-Rhin	28 113	11.8%
(69) Rhône	77 761	9.5%
(70) Haute-Saône	9 421	16.0%
(71) Saône-et-Loire	16 870	10.2%
(72) Sarthe	19 294	10.9%
(73) Savoie	15 163	9.5%
(74) Haute-Savoie	23 912	9.6%

Département	Effectifs ESS	Part de l'ESS dans l'emploi
France entière	22 909 638	10.1%
(75) Paris	157 273	9.3%
(76) Seine-Maritime	39 009	9.1%
(77) Seine-et-Marne	29 174	6.7%
(78) Yvelines	32 161	6.6%
(79) Deux-Sèvres	21 813	17.4%
(80) Somme	18 368	10.4%
(81) Tarn	17 100	16.5%
(82) Tarn-et-Garonne	9 053	13.8%
(83) Var	26 338	9.7%
(84) Vaucluse	18 761	10.6%
(85) Vendée	28 057	12.8%
(86) Vienne	16 723	11.9%
(87) Haute-Vienne	12 910	9.0%
(88) Vosges	11 441	10.7%
(89) Yonne	10 106	10.5%
(90) Territoire de Belfort	4 903	11.2%
(91) Essonne	30 237	7.1%
(92) Hauts-de-Seine	49 571	4.8%
(93) Seine-Saint-Denis	32 797	5.5%
(94) Val-de-Marne	35 113	7.0%
(95) Val-d'Oise	23 712	6.6%
(971) Guadeloupe	10 210	9.5%
(972) Martinique	10 852	9.7%
(973) Guyane	4 156	7.5%
(974) La Réunion	22 109	9.8%



EP #1

ESS et territoire, mariage de raison, mariage fécond ?

Entretien avec Timothée Duverger, maître de conférence à Sciences Po Bordeaux et auteur d'Utopies locales. Comment l'ESS peut tenir sa promesse d'agir pour le développement territorial ?

Entre autre par la mutation des politiques publics et les alliances à construire avec l'ensemble des acteurs de l'intérêt général.



Écouter le podcast



EP #2

L'innovation sociale rurale, embler les territoires solidaires

Au sein du mouvement des Familles rurales, Rural Mouv est un fonds de dotation qui soutient l'innovation sociale des territoires ruraux. Quelles en sont les singularités, quel recul a-t-on sur son impact ?

Discussion avec Sévak Kulinkian, fondateur de Hameaux légers et Jean-Baptiste Baud, secrétaire général du fonds de dotation Rural Mouv.



Écouter le podcast



EP #3

Romans, quand l'ESS relance l'économie de la chaussure

Comment d'un petit groupe d'associations de lutte pour l'inclusion sociale et professionnelle, le Groupe Archer est-il devenu l'animateur de la renaissance de l'industrie de la chaussure à Romans-sur-Isère et un acteur central du développement économique du territoire et du Made in France ?

Explication avec Christophe Chevalier, son PDG.



Écouter le podcast



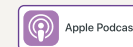
EP #4

Du Léman au Mont-Blanc, la transition passe par la coopération

Le Pôle territorial de coopération économique Innovales est devenu un interlocuteur incontournable de la transition écologique dans la Vallée de l'Arve et l'ensemble du Genevois français. De la mobilité douce à la rénovation énergétique des bâtiments en passant par l'économie circulaire, cette association issue de l'insertion par l'activité économique traite avec les collectivités et les acteurs économiques pour renverser le modèle de développement de ce territoire entre Lac Léman et massif du Mont-Blanc.



Écouter le podcast



Biblio & filmographie pour tracer la route...



Parler des nouveaux territoires de l'ESS nous a conduit à parler des territoires d'abord. C'est pourquoi nous vous invitons à découvrir quelques ressources qui nous ont inspirés ou ouvrent un peu plus le sujet, avec poésie ou humour, dans des livres ou sur grand écran...



Étude

Atlas commenté de l'Economie sociale et solidaire éd. Dalloz Juris Association, 2020

C'est LE document de référence pour tout comprendre de l'ESS, réalisé par l'Observatoire national de l'ESS. Un chapitre Territoires développe les angles de vue statistiques et les analyses pour mieux identifier ce qu'apporte les structures de l'ESS à chaque type de territoires. Une mine d'informations.

<https://bit.ly/3CsSoOs>

Film et série

Un village presque parfait réalisé par Stéphane Meunier, 2015

Saint-Loin-la-Mauderne, un village pyrénéen de 120 habitants qui est à deux doigts de voir s'installer une nouvelle usine pour préserver la vie du bourg. Mais il leur faut trouver un médecin prêt à s'y installer pour entrer dans les critères d'aide de l'Union européenne. Tout le village va redoubler d'imagination pour attirer un jeune médecin, quitte à dépasser les limites. Un film plein d'humour avec Didier Bourdon, Lorant Deutsch, Carmen Maura, Lionel Astier et Denis Podalydès.

<https://bit.ly/3KwH2vv>

Fortunes créé par Alix Delaporte, Stéphane Meunier, Bertrand Cohen, 2010

Ils sont quatre amis - Brahim, Fathi, Mike et Driss - à un moment de leur vie où des choix importants doivent se faire : travail, amours, famille. Pris dans le quotidien d'une ville moyenne française, sans perspectives réellement motivantes, ils décident de prendre en main leur destin avec pour ambition de réussir leur vie. Avec Salim Kechiouche, Arnaud Ducret, El Bachir Bouchalga et Farid Larbi.

<https://bit.ly/3669uW2>

Livres

La France sous nos yeux de Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, édition Seuil, 2021

Un portrait socio-économique de la France aux mille facettes et territoires tracé par Jérôme Fourquet (auteur de l'Archipel français) et Jean-Laurent Cassely (journaliste Slate, L'Express) qui parvient à réduire l'écart entre nos représentations du pays et ses réalités quotidiennes. Riche et passionnant.

<https://bit.ly/3pTgJYD>

La renaissance des campagnes de Vincent Grimault, édition Seuil, Essai

Et si l'avenir d'une croissance plus durable et plus humaine se jouait aujourd'hui dans les campagnes ? En s'appuyant sur un travail d'enquêtes et de reportages dans la Drôme, le Cantal, Albi, dans les Vosges, Vincent Grimault, journaliste à Alternatives Economiques, révèle le nouveau visage des campagnes françaises, loin des clichés sur la France périphérique.

<https://bit.ly/3HYpFCm>